

LHL

N° 91/CA du Répertoire

N° 2000-150/CA du Greffe

Arrêt du 07 octobre 2004

Affaire : AMOUSSOU Basile
C/
MFPTRA

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 12 décembre 2000, enregistrée le 19 décembre 2000 sous le n° 1310/GCS au greffe de la cour par laquelle Monsieur AMOUSSOU Basile, par l'organe de Maître AMOUSSOU C. Bertin a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre l'arrêté n° 1535/MFPTRA/DPE/SMS du 26 juin 2000 ;

Vu les lettres n° 3284/GCS et 3285/GCS en date du 26 décembre 2000 invitant le conseil du requérant à consigner et à timbrer sa requête ;

Vu la lettre n° 651/GCS du 07 juillet 2003 invitant le conseil du requérant à produire à la cour son mémoire ampliatif ;

Vu la lettre n° 1562/GCS en date du 24 décembre 2003 par laquelle la cour a accordé au conseil du requérant une prorogation de délai ;

Vu la lettre de désistement en date du 24 février 2004 du conseil du requérant ;

Vu la consignation légale payée et constatée par le reçu n° 1982 du 04 janvier 2004 au greffe de la cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON**, en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;



Notifié 1045/GCS du 20/3/06; 2241 du 09/6/06
et au PGCs / 12242 du 09/6/06

Vu ce 15/6/05
q

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête contentieuse en date à Cotonou du 12 décembre 2000, enregistrée au greffe de la Cour suprême le 19 décembre 2000, requête précédée d'un recours gracieux en date à Cotonou du 22 août 2000, Monsieur Basile AMOUSSOU, demandeur, sollicite l'annulation de l'arrêté n° 1535/MFPTRA/DPE/SMS du 26 juin 2000 portant « détachement – régularisation » ;

Considérant que par lettre n° BCA/KD/0284/04 du 25 février 2004, Maître Bertin AMOUSSOU, Avocat à la cour, conseil du requérant, se désiste de l'instance ;

Qu'il échet de lui donner acte de son désistement d'instance ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE :

Article 1^{er} : Acte est donné au requérant de son désistement d'instance.

Article 2 : L'affaire est classée.

Article 3 : Les dépens sont à la charge du requérant.

Article 4 : Notification de la présente décision sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Samson DOSSOUMON, conseiller à la chambre administrative

PRESIDENT ;

Emile TAKIN	}
ET	{
Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI	}

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept octobre deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Hector R. OUENDO

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Donatien VIGNINOUE,

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président Rapporteur

Le Greffier,

S. DOSSOUMON.-

D. VIGNINOUE.-



DE = 2000 F

enregistré à Cotonou le 04/05/05
 Fo 29 Case 1984-3
 Reçu Deux mille francs.
 L'inspecteur de l'Enregistrement



